

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21127 - 78ÈME ANNÉE

Quel sort sera-t-il réservé à quelques dizaines de personnes dépourvues de visa ?

Réfugiés du Sri Lanka : l'hospitalité valeur réunionnaise commune aux peuples de l'océan Indien et d'Afrique

En cette veille de Noël 2022 à La Réunion, l'arrivée d'un bateau de réfugiés en provenance du Sri Lanka est annoncée. Ces réfugiés seront-ils encore tous traités comme des délinquants avec le risque d'être expulsé vers un pays où leur vie est en danger ? Plutôt que la stigmatisation voire la répression, il est grand temps de mettre l'accent sur l'éducation pour que les Réunionnais soient informés sur les raisons de la venue de réfugiés à La Réunion, et puissent tous retrouver le sens de l'hospitalité, une valeur commune des peuples de l'océan Indien et de l'Afrique.

Lissilamou Toubou, président de l'Union des étudiants mahorais de La Réunion, était invité de la Matinale de Réunion Première radio le 24 novembre dernier. Il a notamment évoqué une des causes de l'arrivée de Mahorais à La Réunion : l'insécurité.

« On a remarqué ces dernières années qu'il y a beaucoup de personnes qui viennent scolariser leurs enfants ici, non pas parce qu'à Mayotte il n'y a pas d'école, non pas parce qu'à Mayotte il n'y a pas de place, tout simplement parce qu'à Mayotte il n'y a pas de sécurité ».

Pour ces personnes, une simple carte d'identité suffit pour venir à La Réunion. Or, la situation sociale à Mayotte est dans l'impasse. Pendant ce temps, la croissance démographique et la pression sur l'environnement s'accroissent, avec comme illustration les pénuries d'eau. Si le système en place dans cette île ne change pas, les raisons d'immigrer à La Réunion vont se renforcer et les arrivées de réfugiés venant de Mayotte seront plus nombreuses.

Tout quitter pour tenter de vivre dignement

D'autres réfugiés ne sont pas accueillis dans les mêmes conditions. C'est ce que rappelle l'arrivée attendue aujourd'hui à La Réunion d'un bateau venant du Sri Lanka. A son bord, plus de 40 personnes ont

été contraintes de fuir leur pays pour chercher une vie meilleure dans notre île.

Les raisons de quitter le Sri Lanka sont nombreuses et sérieuses. Ce pays est plongé dans une grave crise depuis 10 ans. Pour limiter les importations, les autorités du Sri Lanka ont imposé une transition vers l'agriculture biologique sans transition. Les rendements se sont effondrés, les prix ont grimpé et un tiers des habitants du Sri Lanka sont en insécurité alimentaire.

Mais à la différence d'autres migrants venant à La Réunion, ces Sri-Lankais sont considérés comme des délinquants à leur arrivée sur la terre réunionnaise. Ils n'ont pas le droit de se mêler à la population et sont traités comme des prisonniers. Ce n'est pas le premier bateau de réfugiés à arriver à La Réunion. Et l'expérience montre que les autorités responsables de la gestion de l'immigration à La Réunion n'ont pas hésité à en renvoyer plusieurs dizaines d'entre eux au Sri Lanka, où leur vie est en danger.

Retrouver le sens de l'hospitalité

Malheureusement, cette attitude des autorités est soutenue par de nombreux Réunionnais. De plus, les réfugiés venant de Mayotte sont souvent la cible de propos racistes. Ces Réunionnais oublient que s'ils sont sur cette île, c'est parce qu'ils sont des descendants de migrants, venus contre leur gré comme esclaves, ou volontairement pour y faire fortune. Comment expliquer que des Réunionnais puissent,

face à l'arrivée de quelques personnes, oublier une valeur commune aux peuples de notre région : l'hospitalité ?

Les causes de ces migrations sont connues : crise économique, conflits, conséquences du changement climatique sont les principales. Elles découlent d'un système politique : le capitalisme. Elles touchent le monde entier, et notamment les pays en développement qui sont les plus importants pays d'accueil. La Réunion se situant sur la planète Terre, elle est donc

concernée par ces mouvements de réfugiés qui ne vont pas se tarir. Plutôt que la stigmatisation voire la répression, il est grand temps de mettre l'accent sur l'éducation pour que les Réunionnais soient informés sur les raisons de la venue de ces réfugiés, et puissent tous retrouver le sens de l'hospitalité, une valeur commune des peuples de l'océan Indien et de l'Afrique.

M.M.

Aller vers le développement en matière de transport

Retour du train à La Réunion : la Région approuve une motion sur « la nécessité d'un réseau ferroviaire »

Nouveau pas dans la lutte pour le retour du train à La Réunion : ce 23 décembre, la Commission permanente de la Région a approuvé « la motion relative à la nécessité d'un réseau ferroviaire à La Réunion ». Effets négatifs de la domination du tout-automobile et changement climatique imposent en effet le choix d'un mode de transport ferré. La Région sollicite l'État et l'Union européenne à contribuer, « dans une perspective de rattrapage et d'égalité ». C'est ce qu'indique l'extrait du communiqué rendant compte des décisions de la Commission permanente.

« La commission permanente a approuvé la motion relative à la nécessité d'un réseau ferroviaire à La Réunion, présentée en Assemblée Plénière du 28 octobre 2022. Les situations de coma circulatoire deviennent de plus en plus fréquentes à La Réunion, renforcées par la démographie croissante et la séparation parfois marquée, entre pôles d'activités et zones d'habitat. Ces difficultés, généralisées, sont particulièrement marquées sur les principaux centres urbains :

- la traversée de Saint-Benoît
- les entrées Est et Ouest de Saint-Denis ainsi que sa traversée
- le cœur d'agglomération du TCO (Saint-Paul, Le

Port, La Possession)

- la traversée de Saint-Louis
- les entrées de Saint-Pierre (en provenance de Saint-Louis, Le Tampon, Saint-Joseph)
- la traversée du Tampon

Il devient donc plus que jamais nécessaire et urgent d'impulser un véritable développement des mobilités alternatives à la voiture particulière et de renforcer et de diversifier l'offre de transport en commun, afin de la rendre plus fiable et véritablement attractive. L'enjeu est ainsi de favoriser le report modal de la voiture vers les transports collectifs, notamment à travers la mise en œuvre d'infrastructures de transport dédiées, modernes et performantes, répondant aux attentes des Réunionnais, en matière de déplacements.

D'autre part, le changement climatique impose de réfléchir au déploiement de modes de transport décarbonés, plus respectueux de l'environnement. Ces éléments confortent la nécessité de développer un réseau ferroviaire sur le territoire de La Réunion. »

Il convient notamment pour cela d'avoir le soutien financier de l'Union Européenne et de l'État, dans une perspective de rattrapage et d'égalité avec le niveau de développement, en la matière, des régions métropolitaines. »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Soutien de la Banque africaine de développement à un des pays les plus vulnérables face aux effets du changement climatique

19,25 millions de dollars pour Madagascar afin de faire face aux risques de catastrophes naturelles

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé, le 5 décembre dernier, à Abidjan, un financement additionnel de 19,25 millions de dollars américains en faveur de Madagascar pour l'aider à faire face aux chocs climatiques récurrents (sécheresse, tempêtes, cyclones). Cet argent va, entre autres, servir à construire des magasins de stockage pour permettre, non seulement de sécuriser les récoltes des petits producteurs des aléas climatiques, mais aussi de garantir la disponibilité de semences au lendemain des aléas climatiques tels que les cyclones tropicaux.

La Banque africaine de développement a annoncé hier l'octroi de 19,25 millions de dollars à Madagascar pour faire face aux multiples risques de catastrophes naturelles. Le Financement additionnel du programme africain de financement de la gestion des risques de catastrophe (ADRFi) à Madagascar provient de la Facilité d'appui à la transition qui apporte un montant total de 13 millions de dollars (7,11 millions sous forme de prêt concessionnel et 5,89 millions de dollars de don). Le fonds fiduciaire multi donateur ADRFi, apporte un don de 4,70 millions de dollars pour contribuer au financement de la prime d'assurance souveraine contre les sécheresses et les cyclones tropicaux ; et le gouvernement malgache, une contrepartie de 1,55 million de dollars.

Ce financement additionnel vient renforcer les acquis de la première phase du programme ADRFi à Madagascar et sauvegarder les investissements de l'État dans les régions frappées par les tempêtes et les cyclones tropicaux.

Le financement additionnel du programme ADRFi a pour objectif principal de renforcer la résilience et la réponse aux chocs climatiques en améliorant la gestion des risques de catastrophes naturelles et l'adaptation aux changements climatiques à Madagascar.

Réhabilitation d'écoles et sécurité alimentaire

Le financement va servir entre autres à réhabiliter 100 salles de classes dans 50 établissements au niveau de 4 régions du pays (Atsinanana, Atsimo Atsinanana, Vatovavy et Fitovinany) et 10 districts. Il

permettra aussi de construire 3 abris communautaires multi-usages dans les communes d'Antananarivo, Toamasina et Fenerive-Est, en vue de sécuriser les personnes et la production agricole en cas de catastrophe. Le financement permettra également de construire 2 magasins de stockage dans le Sud (districts de Bekily et Ambosoary), qui serviront de grenier communautaire pour la population locale, afin de faciliter la mise à disposition des graines en cas de nécessité. Le financement va aussi permettre d'acheter et de distribuer des vivres aux populations vulnérables. Au moins 64 000 ménages vulnérables (270 000 personnes dont 50 % de femmes) recevront des packs de denrées alimentaires.

6 cyclones en 1 mois

Du fait de sa position géographique dans l'Océan Indien, Madagascar est très vulnérable aux chocs climatiques. Au cours de la récente saison cyclonique 2021-2022, en l'espace d'un mois, le pays a été lourdement frappé par 6 tempêtes et cyclones tropicaux. Les dégâts sans précédent causés par la saison cyclonique 2021-2022 ont aggravé une situation socioéconomique déjà peu favorable, et particulièrement dans le Sud, où la Banque africaine de développement est activement investie dans la sécurité alimentaire, la gestion des risques de catastrophe et le développement des infrastructures socioéconomiques.

Grace au programme ADRFi, en 2020, Madagascar a reçu environ 2 millions de dollars à la suite des fortes sécheresses qui ont impacté le Sud au cours de la saison agricole 2019-2020. En mars 2022, le pays a reçu un décaissement d'environ 10 millions de dollars à la suite du passage du cyclone Batsirai qui a fortement impacté les régions du Grand Sud-Est. Récemment en juillet 2022, le pays a encore reçu un décaissement additionnel de 797 049 de dollars en réponse au déficit pluviométrique dans le Sud au cours de la saison agricole 2021-2022.

Oté

Ankor in kou dsi lotonomi alimantèr : La klé sé lo ri !

Mézami, skiz amwin, si zordi ankor mi vé anparl avèk zot lotonomi alimantèr. Sak la lir mon modékri dan la somenn la bien konprande mwin la fé in roflékssyon a-sho pars mwin la antande in zoditèr dann in radyo apré gougnarde noute patate avèk noutanyak konmsi sé sa, pou nou, lotonomi alimantèr é toussa pou dir, final de konte, li profèr kontinyé konm koméla, kissoi dsi noute manyèr manzé, kissoi dsu noute manyèr produire.

Astèr pou komanss par l'komansman alon oir in pé kossa i lé lotonomi alimantèr pou nou issi dann noute péi La Rényon.

Pou komanssé i fo ni sava fé linvanter dsu sak ni manz é noute manyèr manzé pars i bouskil pa la fasson manzé in kominoté konm la n'ote si lé pa dan l'obligasson pou fèr. Mi rapèl in zour i ga dann sid la foute amwin inn pik dann in sobatkoz pars mwin la di la baz mèm noute manzé sé lo ri, é sé lo ri dopi in bon koupe de tan. Avan lété mayi, avan mèm létéanyak demoune téi manz an mové kassav.

Dousman lo bato ! Si ni di zordi i fo toute kréol i arkomanss manz kassavanyak, sansa mayi, épi trass inn kroi dsi lo ri, ébin mwin lé sir demoune va di « pran oute lotonomi alimantèr pou ou pars nou la pa bézoin » — ni arkomanss pa avèk lo

patate-manyok é loanyak-patate... nou lé pèrdi d'avanss.

Si ni rotourn in pé an aryèr dann tan nout listoir kan bande zésklav épi bande zangajé téi manz bande mové kassav, lésklavazist épi lo zangazist — bande blan si ni vé ! — pou zot par zot téi manze dori. Lé normal demoune i rode sak lé méyèr pou zot dann sanss zot dignité épi zot fyèrté é momandoné lété lo ri é kan la mazorité d'moune la gingn manz dori, ébin zot la parti manz dori pars sa téi aparète azot konm in sorte promossion sossyal.

Parèye kan lo moune la shoizi rante dori épi mayi : dori té konm in promossion é lo mayi lété lo sor lo moune mizèr. I étonéré amwin zordi si i trouv ankor demoune pou manz mayi si la pa par fantézi avèk kari kanar par égzanpe.

Astèr si zot i vé konprande amwin mi di dori sé la klé noute lotonomi é si ni vé z'ète otonome dsi la késtyonn manzé i fo ni produi dori é biensir sa lé possib pou nou issi La Rényon konm dann toute bannzil loséan indien.

A bon antandèr, salu.

Justin